PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 19 MARS 2024

L'an deux mil vingt-quatre le 19 mars, le Conseil Municipal s'est réuni au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de M. André BURG, Maire.

Membres présents : Mme Marie-Claude PAULEN avec un pouvoir de M. Bernard STOFFEL, Alexandre RISCH – Adjoint – MM. Fabrice STEINMETZ, Hubert KOPPITZ, Alain STENGEL, Christian ZAEGEL, Joël WEIBEL, Patrick VOGEL, Laurent BAEHL, Mmes. Anne-Claire VOGEL, Catherine FLICK, Chantal KAUTZMANN

Membres absents représentés : M. Bernard STOFFEL

Membres absents avec excuses : néant

Membres absents sans excuses : néant

ORDRE DU JOUR

Ordre du jour

- 1.Approbation du procès-verbal du 19 décembre 2023
- 2.Transfert de crédits
- 3.Approbation du compte administratif 2023
- 4.Compte de gestion 2023 du Trésorier
- 5.Affectation du résultat du compte administratif 2023
- 6.Orientations budgétaires pour 2024
- 7.Participation aux charges 2024 du SIVU de Kriegsheim-Rottelsheim
- 8.Subventions 2024
- 9.Classement de la rue des pommiers dans le domaine public
- 10.Rétrocession de l'impasse des philosophes et classement dans le domaine public
- 11.Alignement rue de l'étang : désignation du Géomètre
- 12.Acquisitions foncières pour mission d'intérêt générale : autorisation d'intervention de la SAFER
- 13.Acceptation d'un leg suite à la dissolution de l'Association Club amitié loisirs
14. Divers

I.APPROBATION DU PROCES VERBAL DU 19 DECEMBRE 2023

Ce document n'appelle pas d'observations particulières et est adopté à l'unanimité.

L'ORDRE DU JOUR EST ENSUITE ABORDE

II. TRANSFERT DE CREDITS

Le Maire informe le Conseil Municipal que dans le cadre de l'exécution du budget de l'exercice 2023, il s'avère nécessaire de procéder à un transfert d'un montant de 1 100,- € en dépenses de fonctionnement du chapitre 011 article 6156 « Maintenance » au chapitre 014 article 739221 « FNGIR » pour procéder au paiement du FNGIR du mois de décembre.

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57,

Vu l'article L2331-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (Recettes non fiscales de la section d'investissement),

Le Maire propose de procéder à l'ajustement suivant :

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chapitre 011 article 6156 « maintenance » : - 1 100,- €
Chapitre 014 article 739221 « FNGIR » : 1 100,- €

Ce mouvement n'entraîne aucune modification quant à l'équilibre budgétaire.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- approuve la modification budgétaire de l'exercice en cours
- autorise le Maire à accomplir toutes les formalités en découlant.

III. APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2023

Le Conseil Municipal réuni sous la présidence de Mme PAULEN Marie-Claude, adjointe au Maire, délibérant sur le compte administratif de l'exercice 2023, dressé par M. BURG André, Maire :

- donne acte à M. BURG André de la présentation du Compte Administratif de l'exercice considéré et qui se présente comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT

RECETTES 583.645,29
DEPENSES 282.960,15
300.685,14

SECTION D'INVESTISSEMENT

RECETTES 93.146,36
DEPENSES 76.844,41
16.301,95

- Constate un excédent antérieur reporté de 278.136,34 € en section de fonctionnement, soit un résultat global de fonctionnement de 300.685,14 € ;
- Constate un déficit antérieur reporté de 38.493,54 € en section d'investissement, soit un résultat global d'investissement de 16.301,95 € ;
- Constate un reste à réaliser à reporter en investissement au budget 2023 de 40.000,00 € ;
 - Affecte la somme de 300.685,14 € au compte 002 « résultat de fonctionnement reporté », et la somme de 16.301,95 € au compte 001 « solde d'exécution de la section d'investissement reporté, au budget 2024.
- Hors de la présence de M. André BURG, Maire, vote le Compte Administratif de l'exercice 2023.

IV. COMPTE DE GESTION 2023 DU PERCEPTEUR

Les Membres du Conseil Municipal, après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2023 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux des titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de gestion, des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

- Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2023,
- Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2022, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordres qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

- 1) Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023, y compris celles relatives à la journée complémentaire,
- 2) Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2023 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,
- 3) Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives,

Déclarent que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2023 par le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de leur part.

Adopté à l'unanimité

V. AFFECTATION DU RESULTAT DU COMPTE ADMINISTRATIF 2023

Le Conseil municipal, après avoir approuvé le compte administratif 2023, Considérant ces résultats conformes au compte de gestion du percepteur, Constatant que le compte administratif présente

- Un excédent pour la section d'investissement de 16 301,95 €
- Un excédent pour la section de fonctionnement de 300 685,14 €
- Un solde des restes à réaliser de 40 000,00 €
- Un besoin de financement de 40 000,00 €

Décide d'affecter le résultat d'investissement comme suit :

Décision d'affectation :

Affectation au budget primitif 2024 de l'excédent de la section d'investissement reporté pour un montant de 16 301,95 € au compte 001 (solde d'exécution de la section d'investissement reporté) et du besoin de financement d'un montant de 40 000,00 € au compte 1068 (excédent de fonctionnement capitalisé).

Décide d'affecter le résultat de fonctionnement comme suit :

Décision d'affectation :

Affectation au budget primitif 2024 de l'excédent de la section de fonctionnement reporté pour un montant de 260 685,14 € au compte 002 (excédent de fonctionnement reporté).

Adopté à l'unanimité

VI. ORIENTATION BUDGETAIRE 2024

Le Maire explique au conseil municipal que les objectifs relatifs aux dépenses et recettes sont de ne pas augmenter les dépenses courantes par rapport à leur niveau de 2023, de maintenir le volume global des subventions allouées aux associations, et le potentiel des financements extérieurs (subventions).

Il demande aux conseillers d'engager en amont une réflexion d'aménagement et de rénovation pour la cuisine de la mairie qui est d'origine. Pour se faire, certaines propositions ou idées permettraient d'avoir une vision plus étendue sur les travaux à réaliser, notamment du carrelage au mur et au sol, des peintures, une mise aux normes etc..

D'autre part, le Maire rappelle au conseil municipal que par délibération précédente, il avait été décidé de rénover partiellement la toiture de l'église. Les démarches relatives à la demande de subvention auprès de la Région sont encore en cours, mais l'autorisation de commencement des travaux a été accordée. Il explique que le dossier avait été transmis en mai 2023 aux services de la Région, qui, pour pouvoir instruire la demande, sollicitait un document justifiant l'adhésion de la commune à la fondation du patrimoine. De ce fait, la commune a adhéré pour 2023 à la fondation du patrimoine. Malgré plusieurs attaches prises auprès de la Fondation du Patrimoine et des services de la Région, le dossier est en attente d'une réponse.

En outre, un reste à réaliser en investissement d'un montant de 40 000,00 € a été reporté sur l'exercice 2024. Il propose de rajouter en investissement une prévision budgétaire d'un montant de **10 000,00 € supplémentaire**.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, décide :

- de prendre acte de cette délibération ;
- d'émettre un avis favorable aux prévisions budgétaires 2024 d'investissement ci-dessus mentionnées ;
- d'autoriser le Maire à contacter plusieurs entreprises pour l'établissement de devis ;
- d'autoriser le Maire à entreprendre les démarches nécessaires pour l'obtention de subventions si existantes ;
- de prévoir au budget 2024 les différentes dépenses et recettes correspondantes.

VII. PARTICIPATION AUX CHARGES DU SIVU DE KRIEGSHEIM-ROTTELSHEIM POUR 2024

Le Maire informe les Conseillers de la nécessité de participer aux charges financières 2024 du SIVU de Kriegsheim-Rottelsheim. Le montant à prévoir pour combler les dépenses de fonctionnement est de 26 220,00 €.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- d'émettre un avis favorable au versement de cette participation aux charges 2024 ;
- de prévoir la somme de 26 220,00 € au compte 65568 «Autres contributions» au budget primitif 2024.

VIII. SUBVENTIONS 2024

Le Maire soumet au Conseil Municipal plusieurs demandes de subvention à prévoir pour le budget primitif 2024.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré décide, à l'unanimité :

- D'octroyer les subventions suivantes à prévoir au budget primitif 2024 :

Amicale des sapeurs-pompiers	200,00 €
Association Burkina	200,00 €
Badminton club	200,00 €
Chorale Ste Cécile de Kriegsheim	200,00 €
Paroisse catholique Kriegsheim	200,00 €
Association donateurs de sang bénévoles	200,00 €
A.S.C. Kriegsheim-Rottelsheim	700,00 €
Coopérative Scolaire primaire	900,00 €

IX. CLASSEMENT DE LA RUE DES POMMIERS DANS LE DOMAINE PUBLIC

Le Maire informe le conseil municipal que la parcelle sise section 16 n° 337/72 lieu-dit rue des vergers d'une contenance de 4,96 ares n'est pas classée dans le domaine public de la commune. Il s'avère que l'emprise de cette parcelle constitue la rue des pommiers. De ce fait, il propose que cette voirie soit classée dans le domaine public de la commune.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2241-1 et suivants ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment l'article L1111-1 ;

Considérant que la parcelle cadastrée section 16 n° 337/72, lieu-dit rue des vergers, d'une contenance de 4,96 ares représente la rue des pommiers ;

Accepte le classement de la parcelle susvisée dans le domaine public de la commune ;
Autorise le Maire à signer tout acte devant intervenir à cet effet.

X. RÉTROCESSION DE L'IMPASSE DES PHILOSOPHES ET CLASSEMENT DANS LE DOMAINE PUBLIC

Le Maire informe le conseil municipal que le lotissement « le jardin du philosophe » a été créé en 2001 par l'aménageur M. René GAUTHIER représentant la Société SWEETHOME de Oberhausbergen. En date du 3 mai 2006 avait été dressé un procès-verbal de réception de ce lotissement qui avait fait l'objet d'une non-conformité du fait que le débouché sur la rue du Général de Gaulle, route départementale de fréquentation non négligeable, n'avait pas été aménagé en carrefour, mais en place de stationnement.

D'autre part, une partie de l'enrobé était à refaire et le raccordement du réseau d'assainissement n'avait pas été réalisé sur le collecteur de la rue du Général de Gaulle. Tant que ces travaux d'aménagement n'avaient pas été effectués, il était impossible de procéder à une rétrocession dans le domaine public communal, le cahier des charges n'ayant pas été respecté.

De ce fait, M. Gauthier René, représentant la société Sweethome, s'est engagé par protocole d'accord, de réaliser les travaux pour répondre à la conformité exigée. Les travaux étant achevés et les réserves levées en 2023, l'aménageur demande à la commune de Kriegsheim de procéder à la rétrocession de la voirie et des réseaux dont il a été maître d'ouvrage. Les réseaux d'adduction d'eau potable, d'eaux pluviales et d'assainissement seront rétrocédés directement au SDEA, la compétence lui étant transférée. Il en va de même pour les réseaux d'électricité et de télécommunication, rétrocédés aux concessionnaires compétents.

La voirie nommée « impasse des philosophes » a été réalisée sur des emprises initialement privées, et sa remise doit être complétée par le transfert de propriété par acte authentique pour la parcelle suivante : Section 02 n°86 d'une contenance de 577 ca.

Le Conseil municipal,

- Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2241-1 et suivants,
- Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment l'article L. 1111-1,
- Considérant que M. GAUTHIER René a réalisé les travaux d'aménagement portant sur la voirie et les réseaux liés à l'aménagement du lotissement « Le jardin du Philosophe »,
- Considérant que les parcelles initialement privées, dont M. GAUTHIER René, aménageur foncier représentant Sweethome, s'est rendu propriétaire afin de procéder à l'aménagement nécessaire au projet du lotissement « Le jardin du philosophe », nécessitent de faire l'objet d'une réitération par acte authentique pour être transférées à la Commune de Kriegsheim à la suite de leur aménagement,
- Considérant qu'il y a lieu de constater le transfert à la Commune de Kriegsheim de la parcelle cadastrée section 02 n° 86 (577 m2),
- Considérant que cette rétrocession ne doit pas inclure les réseaux d'adduction d'eau potable, d'eaux pluviales, d'assainissement, d'électricité et de télécommunication, demeurant compétence de leurs concessionnaires respectifs,

Après en avoir délibéré,

ACCEPTÉ

- l'acquisition de la voirie « impasse des philosophes » par la commune de Kriegsheim, à l'euro symbolique, parcelle cadastrée section 02 n° 86 à l'exception des réseaux d'eau potable, d'eaux pluviales, d'assainissement, d'électricité et de télécommunication ;
- le classement de cette parcelle susvisée dans le domaine public de la commune.

AUTORISE

le Maire, ou son représentant, à signer tout acte devant intervenir à cet effet.

XI. ALIGNEMENT RUE DE L'ETANG : DESIGNATION DU GEOMETRE

Le Maire expose qu'un alignement de voirie est nécessaire dans la rue de l'étang au niveau des n°6 et 10. De ce fait, il propose de faire établir, au frais de la commune, un procès-verbal d'arpentage par le cabinet de géomètre CARBIENER de Brumath pour le N 10. Au niveau du n°6, l'arpentage sera pris en charge par le propriétaire ; D'autre part, il informe qu'il y a lieu d'avoir recours à Maître BIRY Valérie, notaire de Weyersheim, pour l'établissement des actes.

Le conseil municipal, après avoir entendu le Maire, décide :

- d'approuver les alignements ci-dessus mentionnés ;
- de mandater le cabinet de géomètres CARBIENER de Brumath pour l'établissement d'un procès-verbal d'arpentage au frais de la commune pour l'alignement à réaliser au niveau du 10, rue de l'étang ;
- de désigner Maître BIRY Valérie, notaire de Weyersheim, pour l'établissement des actes d'acquisition et d'échange à l'euro symbolique pour l'ensemble des parcelles issues des alignements situés au niveau du 6 et du 10, rue de l'étang ;
- d'autoriser le Maire ou son représentant à signer tout acte devant intervenir à cet effet.

XII. ACQUISITIONS FONCIERES POUR MISSION D'INTERET GENERALE : AUTORISATION D'INTERVENTION DE LA SAFER GRAND'EST

Le Maire rappelle au conseil municipal que l'implantation du bassin de rétention est prévue en section 16 lieudit KIRCHHOEFEL. Ce projet étant dans l'intérêt général, il propose que l'acquisition du foncier agricole nécessaire à cette réalisation, soit traitée par l'intermédiaire de la SAFER Grand Est de Strasbourg. Le Maire explique que l'intervention de la SAFER Grand-Est permettrait de rencontrer les différents propriétaires concernés, de recueillir les accords amiables négociés et signés.

A cet effet, il présente un devis de la SAFER d'un montant de TTC 6 672,00 €, montant qui pourra être réajusté en fonction des tarifs réels selon les interventions effectives.

Le Conseil municipal,

Vu les dispositions du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,
Vu le Code Rural et de la Pêche Maritime et notamment l'article L141-1 et suivants,
CONSIDERANT que l'appropriation de ces terrains par la Commune de Kriegsheim présente un intérêt majeur pour la réalisation d'un bassin de rétention,

Décide :

- D'autoriser la SAFER d'Alsace à intervenir auprès des propriétaires fonciers agricoles pour l'acquisition des parcelles pour la réalisation du projet susmentionné,
- D'autoriser son délégataire à signer toute pièce nécessaire à l'exécution de la présente décision.

XIII. ACCEPTATION D'UN LEGS SUITE A LA DISSOLUTION DE L'ASSOCIATION CLUB AMITIE LOISIRS

- Vu le Code Général des collectivités territoriales,
- Vu la décision du 14 septembre 2022 de Madame SCHEER Danielle, présidente du Club Amitié Loisirs de se désister de ses fonctions de présidente,
- Vu la dissolution du club Amitié loisirs à cette même date,
- Considérant la délibération de l'assemblée générale du 14 septembre 2022 des membres du Club Amitiés Loisirs, par laquelle il a été décidé de léguer le solde disponible de son compte bancaire au profit de la Commune de KRIEGSHEIM,
- Considérant que le montant de 1 527,23 €, représentant le legs cédé à la commune de Kriegsheim n'est assorti d'aucune charge ou condition,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité, décide :

- d'accepter ce legs dans les conditions ci-dessus,
- de donner délégation au Maire à l'effet de signer les documents nécessaires.

Signatures :

Le Maire
André BURG

La secrétaire de Séance
Isabelle MAPPUS